

● (1425)

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, je ne comprends pas ce genre de raisonnement compliqué. Si mon honorable ami veut choisir les données qu'il préfère sans examiner les deux côtés de la médaille, libre à lui d'évoquer ce genre d'argument faux et compliqué. Les données que je lui ai fournies se trouvent dans un juste milieu. Il prétend qu'il y a eu des sorties de 15 milliards de dollars en 1981, ce qui, d'après lui, est six fois plus qu'à une autre date qu'il a choisie arbitrairement. Ce genre de données sélectionnées ne m'impressionne pas. J'ai dit à l'honorable sénateur que l'entrée nette de capitaux s'était établie à 10.4 milliards de dollars au cours des trois premiers trimestres de 1981, et ce sont les seules données disponibles. S'il veut en choisir une ici et là, il pourrait citer des chiffres encore plus trompeurs que ceux qu'il nous a débités. Malheureusement, ce n'est pas une manœuvre très intelligente.

Le sénateur Balfour: Honorables sénateurs, je suis désolé que le ministre sente le besoin de dénigrer mon intelligence.

Le sénateur Olson: J'ai dit que le sénateur ne prouvait rien en choisissant des chiffres énigmatiques.

Le sénateur Balfour: Je donne au ministre deux chiffres très simples. Le premier est celui des sorties moyennes de capitaux au cours des dix années 70, ce que le ministre ne devrait pas avoir de difficulté à comprendre. J'ai aussi fait état du chiffre des sorties de capitaux pour les quatre trimestres se terminant le 30 septembre 1981. J'ai fait remarquer que le deuxième chiffre était six fois plus important que celui de la moyenne de la décennie précédente et je l'ai prié, en sa qualité de ministre d'État chargé du Développement économique, d'expliquer ce fait inquiétant. Il fait partie du gouvernement; il devrait connaître ces chiffres sur le bout du doigt et pouvoir en donner une explication.

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, c'est comme un bon nombre d'autres choses. On peut toujours prendre les chiffres et les rentrées en dollars pour une année donnée, disons ceux d'il y a environ dix ans. Le sénateur considère les sorties de capitaux sans tenir compte du mouvement total dans les deux sens qui a sensiblement augmenté. J'estime qu'il devrait faire la part des choses et considérer aussi bien les rentrées que les sorties. L'interprétation qu'il a essayé de nous donner—et j'ignore d'où il tire ses chiffres—était partielle.

Le sénateur Balfour: Honorables sénateurs, je voudrais poser deux questions supplémentaires. Premièrement, le ministre est-il d'accord avec mon analyse?

Le sénateur Olson: Oui.

Le sénateur Balfour: Deuxièmement, le ministre refuse-t-il de répondre à ma question?

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, le ministre n'approuve pas ce genre d'analyse mais il ne refuse pas de répondre à la question puisqu'il vient de le faire, par le menu.

L'INDUSTRIE

LA SOCIÉTÉ MASSEY-FERGUSON LIMITED—L'AIDE DU GOUVERNEMENT

L'honorable Nathan Nurgitz: Honorables sénateurs, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé du Dévelop-

pement économique. Massey-Ferguson cherche en ce moment à faire assouplir les modalités de refinancement qui figuraient dans l'entente conclue l'été dernier—du moins ses porte-parole en parlent-ils et, d'après les nouvelles diffusées par les médias, les banquiers privés sont d'avis que l'entreprise aura beaucoup de mal à obtenir d'eux une aide financière supplémentaire. Le ministre peut-il nous dire si Massey-Ferguson a demandé au gouvernement de modifier les garanties relatives à son emprunt actuel ou d'en relever le seuil au-delà des 125 millions de dollars accordés l'année dernière?

L'honorable H. A. Olson (ministre d'État chargé du Développement économique): Honorables sénateurs, à ma connaissance, la réponse est non. Je ne crois pas que Massey-Ferguson ait sollicité un changement quelconque auprès du gouvernement, mais je prendrai quand même la peine de le vérifier. Je sais seulement que d'après certaines rumeurs dont font état les journaux, l'entreprise chercherait à faire assouplir—je crois que c'est là l'expression employée dans les journaux—certaines des conditions relatives au refinancement de son emprunt auprès des banques. Toutefois, que je sache, elle ne s'est pas adressée au gouvernement.

● (1430)

LE SÉNAT

LE PLAN D'ATTRIBUTION DES SIÈGES—LA MISE À JOUR DE LA BROCHURE

L'honorable Royce Frith (leader adjoint du gouvernement): Honorables sénateurs, je voudrais fournir une réponse différée à une question qui a été posée par le sénateur Godfrey au sujet de l'attribution des sièges, ou du moins vous renseigner à ce sujet. J'ai dit au sénateur que je présenterai un rapport sur cette question et il a jugé le moment opportun pour le faire étant donné qu'il a soulevé cette question pour la première fois il y a un an exactement aujourd'hui.

Depuis lors, comme certains sénateurs le savent déjà, on s'est penché sur le plan du Sénat ainsi que sur la brochure et la documentation qui sont remis aux invités, aux touristes et aux autres personnes intéressées. Le comité de la régie interne des budgets et de l'administration a étudié l'affaire et son président fera un rapport plus détaillé sur la question dans quelque temps. Pour l'instant, je me contenterai de répondre à la question précise que le sénateur Godfrey m'avait posée.

On se souviendra que sa question portait sur le problème que posait le plan du Sénat pour indiquer le titre des sénateurs, leur province et leur appartenance politique. Nous avons l'intention de faire imprimer une brochure qui fournira des renseignements sur le Sénat et qui comportera la photographie qui figurait déjà sur la brochure. Cette photographie est excellente ceci dit en passant. Dans l'ensemble, je crois que le projet est très prometteur.

Il est prévu également d'y inclure un plan du Sénat qui sera bien entendu modifié à l'occasion.